

Or, en période de crise, les employeurs sont contraints de réduire leur personnel et le salaire des ouvriers pour tenter d'arrêter la baisse du taux de profit. De plus, l'intervention des syndicats face aux consommateurs et contre le progrès technique est foncièrement réactionnaire, car comme le dit R. Luxembourg: "Les réformes sociales ont, elles aussi, leurs limites naturelles dans la substance du capitalisme et ne peuvent, en aucun cas, être une fraction de contrôle social".

La thèse réformiste de Kautsky suppose la démocratisation de l'Etat, d'où sa conception de l'expropriation étape par étape. Selon lui, le premier devoir du prolétariat, qui aura porté la social-démocratie au pouvoir, sera de balayer les vestiges de la féodalité pour faire du programme démocratique une réalité. Il améliorera le système des impôts, réorganisera l'instruction publique; les monopoles privés devront être abolis et les moyens de transport, les banques et l'énergie, nationalisés. La production minière, la sidérurgie, les grandes usines seront progressivement nationalisées par l'Etat qui augmentera les impôts sur les grandes fortunes et l'héritage. Les conditions seront alors réunies pour exproprier les capitalistes et assurer une plus efficace protection matérielle de l'ouvrier auquel un meilleur salaire sera versé. Ce faisant, plus le salaire sera élevé, plus il y aura d'ouvriers, par conséquent moins de parasites. Et moins il y aura d'oisifs, plus forte sera la production et plus les salaires seront substantiels.

La boucle réformiste était bouclée...

Tout comme Bernstein, Kautsky avait en vue le socialisme d'Etat. Ce qui les mit en désaccord, fut le rejet pur et simple des thèses essentielles du marxisme par Bernstein, alors que Kautsky se voulait en être le gardien, et le défenseur de la tradition communiste que lui avait léguée Engels.

—Le Syndicalisme-révolutionnaire.

La réaction contre l'attitude de la social-démocratie, toujours prompte à sacrifier toute lutte sérieuse du prolétariat, en mettant en avant les dangers de provocation, et la nécessité d'accumuler des forces pour des luttes toujours à venir, devait venir de l'école syndicaliste-révolutionnaire qui se proposait de faire du syndicat économique l'outil primordial de la révolution.

Elle avait rompu avec l'illusion qui faisait du Socialisme le résultat pacifique des mesures sociales de l'Etat dans sa phase libérale, et dénonçait avec âpreté le réformisme qui partout infectait le mouvement ouvrier. Mais pas plus que chez son adversaire "doctrinal", on ne trouvait dans le syndicalisme-révolutionnaire